

Sommaire

LA FORMATION CONTINUE

- Un quart des actifs ignore toujours ce qu'est le CPF
- La Formation en milieu de travail (FEST)
- Apprentissage : calendrier des prochains décrets
- CFA, Opco, entreprises : en pratique, quel modèle économique pour l'apprentissage ? **ALAUNE**
- Précisions sur les obligations de communication des prestataires du CEP
- Un guide de lecture sur la nouvelle certification qualité
- L'action de formation en situation de travail : synthèse

ACTEURS, TERRITOIRES ET FILIERES PROFESSIONNELLES

- Un cadre national de référence pour le service public régional de l'orientation
- L'emploi des personnes handicapées en progression dans la fonction publique
- Diagoriente : un outil numérique d'aide à l'orientation des jeunes
- «Refonder l'orientation : un enjeu Etat-régions» **ALAUNE**
- Enseignement agricole : enseigner autrement **ALAUNE**

LES FINANCEMENTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Précisions sur les modalités de financement des contrats d'apprentissage
- Tableau de correspondance entre branches et Opco
- Le financement complémentaire des contrats de professionnalisation

DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

- Troisième vague de l'appel à projets «100 % inclusion»
- Un nouvel outil pour reconnaître les compétences transversales **ALAUNE**

DISPOSITIFS SPECIFIQUES

- Parution de 3 décrets sur la réforme de l'Oeth
- Le conseil en évolution professionnelle, un nouveau métier ?
- Le handicap dans la fonction publique
- Lancement d'une mission de prévention de l'illettrisme
- L'Agefiph déploie «Ressources Handicap Formation» sur tout le territoire **ALAUNE**
- Le conseil en évolution professionnelle à Pôle emploi

CERTIFICATIONS QUALIFICATIONS

- 9 diplômés sur 10 issus d'une grande école sont en activité 6 mois après l'obtention du diplôme
- Deux projets de décrets sur les modalités de mise en œuvre et d'information sur la VAE sont prévus
- Un site officiel pour la certification professionnelle **ALAUNE**
- «Les ambitions du chantier de la certification professionnelle»

MOBILITÉ INTERNATIONALE

- Le baccalauréat, c'est mieux ailleurs ?
- Monter un projet Erasmus+ avec le numérique

La formation professionnelle

Un quart des actifs ignore toujours ce qu'est le CPF

Une étude sur le CPF, réalisée par l'observatoire des trajectoires professionnelles, vient d'être publiée par le groupe Adecco. Il en ressort que ce dispositif n'est pas assez connu du grand public. En effet l'an dernier, peu d'actifs ont ouvert leur CPF en ligne alors que 70 % d'entre eux espèrent faire avancer leur carrière dans les années à venir. De plus, le nombre d'actifs connaissant le CPF et ses modalités est encore très faible.

Consultation du [communiqué de presse](#)

Qualité : référentiel national unique

La qualité des organismes de formation fait l'objet de la publication au Journal officiel de 2 décrets complétés par deux arrêtés.

Le décret n° 2019-564 définit les caractéristiques du référentiel national de la qualité des sessions mises en place par les organismes de formation.

Le décret n° 2019-565 présente le référentiel national ainsi que les indicateurs d'appréciation des 7 critères de la qualité des actions de formation professionnelle à partir desquels les centres de formation de développement des compétences devront mettre en place pour être certifier.

Consultation :

- [Décret n° 2019-564](#) du 6 juin 2019 relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle
- [Décret n° 2019-565](#) du 6 juin 2019 relatif au référentiel national sur la qualité des actions concourant au développement des compétences
- [Arrêté du 6 juin 2019](#) relatif aux modalités d'audit associées au référentiel national mentionné à l'article D. 6316-1-1 du code du travail
- [Arrêté du 6 juin 2019](#) relatif aux exigences pour l'accréditation des organismes certificateurs prévues à l'article R. 6316-3 du code du travail

La Formation en milieu de travail (FEST)

La formation en situation de travail des demandeurs d'emploi, un terrain pour innover, Cabinet Amnyos, Juin 2019

Une étude sur la Fest* vient d'être publiée par le cabinet Amnyos. Elle fait une analyse des modalités de ce dispositif applicables aux demandeurs d'emploi. En effet, mise en exergue par la loi "pour choisir son avenir professionnel", la Fest est déjà adaptées dans certains volets spécifiques de la majorité des PRIC**. Cette innovation a été expérimentées en entreprises, par les pouvoirs publics puis, puis par les organismes de formation qui s'en sont emparée afin de les adapter aux actifs à la recherche d'un emploi.

*Formation en milieu de travail

** Pactes régionaux d'investissement dans les compétences

Consultation de la [page dédiée à l'étude](#)

L'action de formation en situation de travail : synthèse

Un panorama de l'Afest* vient d'être publié par Centre Inffo sous forme d'une synthèse documentaire construite à partir de différentes sources. Elle est composée d'une partie réglementaire, d'une présentation des différentes phases d'expérimentation ainsi que des conditions de sa mise en oeuvre.

*Action de formation en situation de travail

Consultation de la [synthèse documentaire](#)

Apprentissage : calendrier des prochains décrets

Voici les dernières indications communiquées par la Dgefp, concernant le calendrier de publication des prochaines décrets relatifs à l'apprentissage :

Fin juin /début juillet 2019 :

- décret en Conseil d'Etat sur l'organisation et le fonctionnement des CFA (dispositions spécifiques),
- décret en Conseil d'Etat sur la mobilité internationale,
- décret en Conseil d'Etat sur les niveaux de prise en charge (décret dit de "carence").

Septembre 2019 :

- décret sur les modalités de dépôt du contrat d'apprentissage.

Octobre 2019 :

- décret sur le fonds de soutien alloué aux Régions.

De juillet à décembre 2019 :

- décret sur les conditions de versement et le plafonnement des dépenses déductibles de la taxe d'apprentissage.

*Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Consultation du [calendrier des prochains décrets](#)

CFA, Opco, entreprises : en pratique, quel modèle économique pour l'apprentissage ?

Suite à l'évènement dédié à la réforme sur la formation professionnelle et continue en juin dernier, le Centre Inffo met à disposition du public un dossier documentaire regroupant des références et des articles, notamment "les changements majeurs tels que la gouvernance, le financement ou bien encore la possibilité pour les organismes de formation d'ouvrir un CFA".

Consultation du [dossier documentaire](#)

Précisions sur les obligations de communication des prestataires du CEP

Un arrêté vient préciser les conditions dans lesquelles un prestataire du CEP pourrait perdre sa qualité de prestataire s'il se met en défaut de répondre à l'obligation de communiquer les informations relatives au parcours d'un bénéficiaire. Le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2020.

*Conseil en évolution professionnelle

Consultation du [décret n° 2019-657](#) du 28 juin 2019

Un guide de lecture sur la nouvelle certification qualité

Créée suite à la réforme de la formation professionnelle de la loi "pour choisir son avenir professionnelle", la nouvelle certification qualité sera applicable dès janvier 2021 et obligatoire "pour les organismes de formation intervenant sur des fonds publics ou mutualisés". Afin d'accompagner les candidats à une certification en adéquation avec le référentiel qualité, un guide vient d'être publié par le ministère du travail qui présente "les modalités de l'audit associées au référentiel national de certification".

Consultation de la [page de présentation du guide](#)

Acteurs, territoires et filières professionnelles

Un cadre national de référence pour le service public régional de l'orientation

Suite à la loi "pour choisir son avenir professionnel", les régions ont en charge l'information relative à l'orientation des élèves, étudiants et apprentis. A cet effet, un cadre de référence sur la mise en oeuvre des compétences de l'Etat et des Régions vient d'être signé. Il définit les mesures qui incombent aux Régions telles que :

- la création de documentation de portée régionale,
- l'organisation d'actions d'information sur les formations et métiers,
- la diffusion d'information nationale et régionale.

L'Etat garde un rôle d'information sur la politique d'orientation des élèves et apprentis dont il a la responsabilité en terme de décisions d'orientation et d'affectation des élèves et de leur accompagnement dans leurs choix d'orientation, via les équipes éducatives et pédagogiques.

Enfin, le cadre national précise que l'Etat et les Régions agissent de manière coordonnée et complémentaire", en veillant "à la cohérence et à la continuité de leurs interventions respectives ou conjointes".

Consultation de la [page de présentation dédiée au cadre national](#)

L'emploi des personnes handicapées en progression dans la fonction publique

Le marché de l'emploi cadre dans les activités informatiques, Syntec Numérique, Apec

Les chiffres de l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans les trois fonctions publiques ont été communiqués par le Fiphfp*. On peut constater une progression du taux d'emploi dans la fonction publique des personnes en situation de handicap : 4,65% dans la fonction publique d'Etat, 5,67% dans les hôpitaux publics, 6,76% dans la territoriale, et ce sur l'ensemble des régions.

*Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique

Consultation de la [page consacrée à l'étude](#)

Enseignement agricole : enseigner autrement

L'IFE vient de publier un dossier documentaire consacré à l'enseignement agricole. Construit avec un double objectif, l'enseignement agricole allie professionnalisation et éducation. Afin de s'adapter aux évolutions des savoirs technologiques, des contextes de production ainsi que la composition sociale des apprenants, l'enseignement agricole propose de multiples exemples d'adaptation.

Consultation de la [page de présentation du dossier documentaire](#)

Diagoriente : un outil numérique d'aide à l'orientation des jeunes

Un outils numérique d'aide à l'identification et la valorisation des compétences des jeunes, vient d'être mis au point par la société Id6 avec la participation de la Dinsic*, de beta.gouv et de la Dgefp. A destination des professionnels dans le travail d'accompagnement, cet outil est développé par le réseau des missions locales et est amené à évoluer. Sous forme de carte, il permet aux jeunes d'identifier les compétences qu'ils sont en mesure de développer ou mettre en oeuvre afin d'avoir des pistes sur les métiers vers lesquels ils pourraient s'orienter.

*Délégation interministérielle du numérique et du système d'information et de communication

Consultation de la [page de présentation de Diagoriente](#)

"Refonder l'orientation : un enjeu Etat-régions"

Suite à la loi "pour choisir son avenir professionnel", l'orientation des élèves et apprentis incombe désormais aux Régions. Dans ce cadre, un rapport vient d'être remis au ministre de l'Education Nationale. Intitulé "Refonder l'orientation - un enjeu Etat-Régions", il apporte 27 préconisations "pour repenser le système d'orientation français à partir des besoins des élèves et de leurs familles, mais aussi des professeurs, en garantissant pour tous une information fiable, juste et gratuite". Ces pistes ont été rédigées en tenant compte des réalités du terrain liées à l'insertion professionnelle et en cohérence avec le Cadre national de référence signé en mai dernier entre l'Etat et les Régions.

Consultation de la [page de présentation du rapport](#)

Les financements de la formation professionnelle

Précisions sur les modalités de financement des contrats d'apprentissage

Les modes de financement des CFA, Ministère du Travail, juin 2019

Les modalités de financement de l'apprentissage ont fait l'objet d'une étude publiée par le ministère du Travail. Elle reprend différents points dont :

- la prise en charge des frais annexes,
- les modalités de prise en charge par les Opco,
- le financement des contrats conclus "sous convention régionale", et pour 2019 hors convention régionale.

Consultation de la [page consacrée à l'étude](#)

Tableau de correspondance entre branches et Opco

Un tableau de correspondance reprenant les identifiants des conventions collectives et les Opco* vient d'être mis en ligne par le ministère du Travail. Ainsi les CFA pourront savoir quel Opco contacter afin de définir les modalités de financement du contrat d'apprentissage en fonction de la branche à laquelle est rattachée la structure qui emploie les apprentis.

*Opérateur de compétences

Consultation de la [page de présentation du tableau des correspondances](#)

Le financement complémentaire des contrats de professionnalisation

Le plafonnement des versements faits au titre de la péréquation des contrats de professionnalisation et aux reconversions ou promotions par alternance fait l'objet d'un arrêté publié au Journal Officiel. "La part de la dotation de financement complémentaire affectée est versée dans la limite d'un plafond respectivement fixé à 6 000 euros pour les contrats de professionnalisation, ce montant pouvant être majoré à 8 000 euros pour les contrats de professionnalisation à destination des publics prioritaires mentionnés à l'article L.6325-1-1 ou ceux conclus avec des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification mentionnés à l'article L.1253-2".

Consultation de l'[arrêté du 23 mai 2019](#)

Développement des compétences

Troisième vague de l'appel à projets "100 % inclusion"

Dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC), qui a pour objectif de former et d'accompagner les parcours de jeunes et de demandeurs d'emploi peu qualifiés, un appel à projets a été lancé. Ouvert jusqu'au 31 décembre 2020, il est destiné à détecter les personnes les plus vulnérables et de faciliter l'expérimentation de nouvelles solutions en matière d'inclusion.

Le cahier des charges de cette 3e vague préconise :

- de prendre en compte les difficultés spécifiques et les attentes des personnes en situation de handicap et de s'assurer que les actions de repérage et de remobilisation soient adaptées à ce public,
- de concevoir des réponses adaptées aux demandeurs d'emploi résidant en zones rurales.

Consultation de la [page de présentation de l'appel à projet](#)

Un nouvel outil pour reconnaître les compétences transversales

Face aux questionnements relatifs aux compétences transversales qui se posent dans certaines situations (orientations, évaluation, formation, certification, recrutement) le projet européen Rectec* a créé un outil pour repérer et affiner ces compétences transversales. En effet, pour aider les professionnels de l'AIO, de la formation, des ressources humaines, cet outil suit une logique de parcours en reliant la transversalité des compétences aux différents niveaux des certifications du Cadre européen. Il offre la possibilité de cartographier 12 compétences transversales structurées autour de 4 pôles : organisationnel, communicationnel, réflexif "à visée actionnelle" et réflexif "à visée personnelle".

Consultation de l'[article d'Orientactuel](#)

Dispositifs spécifiques

Parution de 3 décrets sur la réforme de l'Oeth

L'Oeth a fait l'objet de 3 décrets parus fin mai au Journal Officiel. L'un présente les modalités de mise en œuvre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés par application d'un accord, le second détaille la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés et le troisième définit les modalités de calcul de la part due au titre de l'Oeth.

*Obligation d'emploi des travailleurs handicapés

Consultation :

- [Décret n° 2019-521](#) du 27 mai 2019 relatif à la mise en œuvre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés par application d'un accord agréé
- [Décret n° 2019-522](#) du 27 mai 2019 relatif à la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés
- [Décret n° 2019-523](#) du 27 mai 2019 fixant les modalités de calcul de la contribution due au titre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

Le conseil en évolution professionnelle, un nouveau métier ?

Céreq Bref n°377, et Céreq Etudes n°22, mai 2019

Le Céreq vient de publier une étude consacrée au CEP. Elle apporte un premier diagnostic avant qu'il ne soit rénové par la loi "pour choisir son avenir professionnel" apportant ainsi quelques pistes sur les enjeux. "Comment les acteurs de terrain ont-ils mis en œuvre le CEP ? Quel impact celui-ci a-t-il eu sur l'activité et les missions des agences de chacun des cinq opérateurs et sur celles des conseillers ? De quels appuis ceux-ci ont-ils pu bénéficier pour faire face à l'évolution de leurs missions ?"

Consultation de la [page de présentation de Bref n° 377](#)

Consultation de la [page de présentation de l'Etude n° 22](#)

Le handicap dans la fonction publique

Donner un nouveau souffle à la politique du handicap dans la fonction publique, Rapport n° 520, Commission des Lois, mai 2019

Le Sénat vient de publier un rapport sur le Fiphfp dans lequel sont formulées 28 préconisations destinées à donner un nouvel élan à la politique sur le handicap dans la fonction publique. Elles reprennent trois orientations : le recrutement pour lequel il s'agit de "lever les freins" ; les risques d'inaptitude à anticiper afin de mieux les accompagner et, moderniser le Fiphfp afin de le rendre plus pérenne.

Parmi les préconisations, les sénateurs proposent la mise en place d'une cotisation universelle basée sur la masse salariale des employeurs qui serait renforcée d'une modalité de bonus/malus pour distinguer les structures les plus impliquées. Il est également question de sécuriser l'expertise et la territorialité du Fiphfp, renforcer les effectifs des référents handicap et développer l'apprentissage des personnes en situation de handicap dans la Fonction Publique.

*Fonds de financement pour l'insertion des personnes handicapées

Consultation de la [page de présentation du rapport](#)

Lancement d'une mission de prévention de l'illettrisme

Une mission destinée à faire évoluer ou renouveler la politique de prévention de la lutte contre l'illettrisme vient d'être lancée par la ministre du Travail. En effet, selon les derniers chiffres, l'illettrisme est un frein pour 6 % des salariés et 10 % des demandeurs d'emploi "dans leur évolution ou leur retour à l'emploi".

Les pistes des évolutions nécessaires sont attendues pour la mi-octobre.

Consultation de la [page de présentation de la mission](#)

L'Agefiph déploie "Ressources Handicap Formation" sur tout le territoire

Afin de mieux organiser les actions des acteurs de la formation professionnelle continue dans les régions, un dispositif vient d'être mis en place "Ressources Handicap Formation". Ainsi les dispositifs de droit commun seront accessibles aux personnes en situation de handicap.

Ce programme a déjà été engagé dans 8 régions et sera déployer sur l'ensemble du territoire national avant fin 2019. Dans un premier temps, il a pour objectif de favoriser l'intégration des personnes handicapées dans les organismes de formation et CFA en leur permettant de s'adapter à l'handicap de chacun. Dans un second temps, ce programme se doit d'accompagner ces organismes de formation à adapter leurs offres afin de les rendre accessibles à ces publics aux besoins particuliers.

Consultation de la [page de présentation au dispositif](#)

Le conseil en évolution professionnelle à Pôle emploi

Le conseil en évolution professionnelle (CEP) fait l'objet d'une édition de la publication "Eclairage et synthèses" de Pôle Emploi. On y retrouve les modalités de mise en œuvre ainsi que le rôle que tiennent les psychologues du travail auprès des demandeurs d'emploi et des conseillers en agence. Spécialisé dans l'orientation professionnelle, ce droit a permis à 6 demandeurs d'emploi sur 10 à devenir plus autonomes dans leurs recherches d'emploi ou dans la construction de leur projet professionnel.

Consultation de la [page de présentation de "Eclairage et synthèses" n° 53](#)

Certifications, qualifications

9 diplômés sur 10 issus d'une grande école sont en activité 6 mois après l'obtention du diplôme

Les résultats de la dernière enquête sur l'insertion des jeunes diplômés a été dévoilés lors de la Conférence des grandes écoles. On y découvre le taux net d'emploi à 6 mois, le niveau des salaires ainsi que le pourcentage de CDI. Cependant si tous les chiffres sont en hausse, seule l'écart de rémunération entre femmes et hommes subsiste.

Consultation de la [page consacrée à l'enquête](#)

Consultation de l'[infographie](#)

Deux projets de décrets sur les modalités de mise en œuvre et d'information sur la VAE

Certaines dispositions de la VAE ont été modifiées par la réforme de la formation professionnelle et apprentissage suite à la loi "Pour choisir son avenir professionnel". En effet, suite à la disparition du CIF, deux projets de décrets viennent d'être soumis à la Cnncfep. Le premier texte porte sur les modalités de calcul de la durée d'expérience requise, sur celles du congé VAE et sur le financement. Trois types de contractualisation selon le type de financement sont prévus : employeurs et financeurs prévus par l'art. L.6316-1, le CPF, et le contrat prestataires en cas d'autofinancement hors CFP.

Le second projet de décret porte sur les référencements des centres de conseil sur la VAE.

*Cnncfep : Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle

Un site officiel pour la certification professionnelle

Dans le cadre de la loi "pour choisir son avenir professionnel" France Compétences, dans son rôle de superviseur du contrôle et de l'évaluation du système de formation professionnelle et apprentissage, a créé un site web consacré à la certification professionnelle. Il présente toutes les formalités s'y rapportant et propose au grand public un moteur de recherche multicritères permettant de faire des recherches dans le Rncp* et le répertoire spécifique.

Consultation de l'[article de présentation de France compétences](#)

Consultation du site

<https://www.certificationprofessionnelle.fr/>

"Les ambitions du chantier de la certification professionnelle"

Les attentes de la réforme de la certification professionnelle ont fait l'objet d'une nouvelle contribution de Jean-Marie Luttringer qui présente cette réforme comme "un état professionnel de la personne" qui va du certificat de naissance à celui de décès mais qui se caractérise par des finalités, un architecture juridique et des usages qui lui sont propres et peuvent varier en fonction de ce que peuvent en faire les différents acteurs de l'appareil (candidats, prestataires de formation et entreprises).

Consultation de la [chronique n° 150](#)

Mobilité nationale et internationale

Le baccalauréat, c'est mieux ailleurs ?

Suite aux bouleversements que connaissent les lycéens suite à la réforme du bac, cet article aborde les différentes particularités du baccalauréat dans différents pays, sous forme de vrai-faux.

"Comment se passe le bac dans les autres pays de l'UE ? Est-il vrai que les Italiens passent un "grand oral" ? Qu'il n'y a que du contrôle continu en Suède et en Espagne ? Que les Britanniques passent des épreuves à la carte ? Que les Danois peuvent utiliser internet ? Quelle est la place de la philo chez nos voisins ? Et au fait, combien gagnent les professeurs de Terminale ?"

Consultation de l'[article](#)

Monter un projet Erasmus+ avec le numérique

Lors de la 16e édition de l'université d'été de Ludovia, les expériences avec le numérique de nombreux enseignants et autres acteurs de la communauté éducative, seront présentées sur le thème "Intelligences & représentations du numérique dans l'éducation". Parmi elles, sera présenté comment monter un projet Erasmus+ pour stimuler les apprentissages fondamentaux et développer des compétences citoyennes et techniques.

Consultation de l'[article de Ludomag](#)

- Toute l'équipe du POUR INFO vous souhaite de bonnes vacances estivales
- Prochain numéro prévu le :

30 septembre 2019



INF P O U R

06/07-2019

AgroSup Dijon - Eduter Ingénierie

26 Bd du Docteur Petitjean
BP 87 999 - 21079 DIJON cedex

Juin/Juillet 2019

Coordination : Sylvie Petitjean - Magali Pichot - Cécile Weidmann
Cellule de veille gérée par Frédérique Rousseau
Maquette, conception graphique et mise en page : Frédérique Rousseau